



CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Session ordinaire 2010-2011

CC/pk

Commission des Finances et du Budget

Procès-verbal de la réunion du 05 octobre 2011

ORDRE DU JOUR :

- 6350 Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2012
- Rapporteur: Monsieur Gilles Roth
- Echange de vues sur les grandes lignes du projet de budget avec le Ministre des Finances et le Directeur de l'Inspection générale des Finances

*

Présents : M. Claude Adam en remplacement de M. François Bausch, M. Fernand Etgen en remplacement de M. Xavier Bettel, M. Alex Bodry, M. Lucien Lux, M. Roger Negri, M. Gilles Roth, M. Michel Wolter

M. Claude Haagen (*observateur*)

M. Luc Frieden, Ministre des Finances

M. Jeannot Waringo, Directeur de l'Inspection générale des Finances

Mme Sarah Khabirpour, du Ministère des Finances

Mme Carole Closener, de l'administration parlementaire

Excusés : M. François Bausch, M. Xavier Bettel, M. Fernand Boden, M. Gast Gibéryen, M. Norbert Hauptert, M. Claude Meisch

*

Présidence : M. Michel Wolter, Président de la Commission

*

6350 Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2012
- Rapporteur: Monsieur Gilles Roth

- Echange de vues sur les grandes lignes du projet de budget avec le Ministre des Finances et le Directeur de l'Inspection générale des Finances

M. le Ministre précise d'emblée que son intervention se limitera à quelques remarques ponctuelles complémentaires, les grandes lignes du projet de budget ayant déjà été présentées lors du dépôt.

- Les tableaux reproduits à la page 2 de l'annexe 1 retracent l'évolution des finances publiques de 2008 à 2012. Il ressort de ces tableaux que le déficit au niveau de l'administration publique est proche de -1% du PIB pour les années 2009 et 2010. Pour 2011, il devrait s'élever à -0,6% d'après les estimations. Ce niveau de déficit permet au Luxembourg de figurer parmi les trois pays de la zone euro qui respectent les critères dits de « Maastricht ».
Au niveau de l'administration centrale, le déficit atteint environ -2,5% pour 2009 et 2010 (-2,2 pour 2011 d'après les estimations). Il convient de noter que le niveau de déficit inscrit au projet de budget 2012 de -1.143 MEUR est inférieur aux dépenses d'investissement. Dans le contexte actuel de crise, il importe de maintenir les dépenses d'investissement à un niveau élevé.
Il est rappelé que l'objectif du Gouvernement consiste, d'ici 2014, à ramener le déficit des finances publiques à 0.
- Les prévisions du projet de budget sont plus optimistes que les estimations fournies par les administrations fiscales au sujet de trois catégories de recettes fiscales (cf. tableau 4 de l'annexe 1).
Pour la TVA, la différence s'élève à quelque 150 MEUR et s'explique essentiellement par le fait que l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines (AED) a récemment corrigé ses estimations sur base des dernières prévisions (à la baisse) du STATEC.
Concernant l'impôt sur le revenu des collectivités (IRC), les recettes inscrites au budget 2011 étaient de 1.450 MEUR. Or, d'après les prévisions elles devraient s'élever à 1.650 MEUR. Toutefois le projet de budget 2012 table sur une baisse de 100 MEUR par rapport au compte 2011. Cette baisse serait plus accentuée d'après l'Administration des Contributions directes (ACD).
Le niveau de la taxe d'abonnement, d'après le projet de budget 2012, devrait être proche des prévisions 2011, alors que l'AED anticipe une baisse.
- Le graphique reproduit à la page 5 de l'annexe 1 met en évidence la croissance considérable des dépenses d'investissement qui avoisine les 50% entre 2006 et 2012. Un niveau de dépenses élevé constitue un soutien essentiel pour l'économie et la modernisation des infrastructures nationales.
- Le tableau de l'annexe 2 ventile par sous-catégories les dépenses et les recettes. Au sujet de la catégorie A)1) « consommation intermédiaire », il convient de noter que les dépenses liées aux frais de bureau et aux frais de route n'affichent aucune progression. Par ailleurs, en faisant abstraction des dépenses militaires, des dépenses liées à l'Université du Luxembourg et des loyers, la progression de cette sous-catégorie n'est que de 4,8%.
- Finalement, les prévisions ont été établies avec l'hypothèse que le mécanisme d'indexation des salaires et autres prestations sociales revient au fonctionnement normal à partir d'octobre 2011, ce qui impliquerait le paiement d'une prochaine tranche indiciaire en mars/avril 2012.

Débat :

Du débat subséquent, il y a lieu de retenir les éléments suivants :

- Les chiffres du projet de budget 2012 sont plus optimistes que ceux communiqués dans la notification des déficits et l'actualisation du programme de stabilité et de croissance. D'une part l'actualisation a été finalisée largement avant le projet de budget. Entre-temps les dépenses et les recettes ont été réévaluées. L'amélioration des chiffres s'explique également par l'effet de base positif lié à une révision à la baisse du déficit pour 2011.
- Sur les 1.800 MEUR de dépenses d'investissement, 1.000 MEUR concernent l'Etat, et 800 MEUR des financements indirects (à titre d'exemple des hôpitaux et des maisons de retraite).
- La sous-catégorie « autres transferts courants » comprend aussi bien les transferts relatifs aux assurances pensions et assurances maladie, que les transferts aux communes, mais également les transferts pour le fonds pour l'emploi qui ne sont pas linéaires et augmentent considérablement (de l'ordre de +60 MEUR) en 2012.
- Au sujet du fonds pour l'emploi, il est précisé que les produits de l'impôt de solidarité (malgré son augmentation) et de la cotisation sur carburants ne couvrent pas les dépenses du fonds qui fait face à des besoins de financement croissants. En effet le taux de chômage continue d'augmenter en dépit de la croissance de l'emploi.

*

Les membres de la Commission des Finances et du Budget décident, dans le cadre du projet de loi 6350 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2012, de solliciter l'avis de la Cour des Comptes et d'inviter cette dernière à venir présenter son avis lors de la réunion de la Commission du 15 novembre 2011.

*

D'un commun accord, les membres de la Commission décident d'ajouter les points suivants à l'ordre du jour :

Approbation des projets de procès-verbal des réunions des 8 et 20 septembre 2011

Les projets de procès-verbal des réunions des 8 et 20 septembre 2011 sont approuvés.

Divers

- A la demande du Président de la Banque Centrale du Luxembourg (BCL), M. Yves Mersch, la réunion initialement prévue le 11 novembre 2011, ayant pour objet la présentation de l'avis de la BCL, est avancée au mardi 8 novembre à 14h30.
- Dans le cadre de la visite d'une délégation parlementaire, composée de membres de la Commission des Finances du Bundestag, une réunion avec les membres de la Commission des Finances et du Budget sera organisée le jeudi 17 novembre à 11 heures. La réunion sera suivie d'un déjeuner.

Luxembourg, le 6 octobre 2011

La secrétaire,
Carole Closener

Le Président,
Michel Wolter

Annexe 1 : « Projet de budget 2012 » : tableaux distribués lors du dépôt du projet de budget
Annexe 2 : « Projet de budget 2012 » : tableau « Evolution des recettes et dépenses de
l'administration centrale par grandes catégories.

2012



Projet de budget 2012 Finances publiques

Annexe 1

- En % du PIB

	2012
- Administration publique.	-0,7%
- Administration centrale.	-2,6%
- Administrations locales.	0,3%
- Sécurité sociale.	1,6%

- En millions

	2012
- Administration publique.	-329,9
- Administration centrale.	-1 143,2
- Administrations locales.	110,8
- Sécurité sociale.	702,4

2012



Projet de budget 2012 Evolution des Finances publiques

En % du PIB	2008	2009	2010	2011*	2012
Administration publique	3,0%	-0,9%	-1,1%	-0,6%	-0,7%
Administration centrale	-0,2%	-2,7%	-2,6%	-2,2%	-2,6%
Administrations locales	0,4%	-0,1%	0,0%	0,2%	0,3%
Sécurité sociale	2,7%	2,0%	1,6%	1,5%	1,6%

En millions	2008	2009	2010	2011*	2012
Administration publique	1 181,4	-337,2	-427,2	-247,4	-329,9
Administration centrale	-69,6	-1 021,0	-1 048,9	-947,2	-1 143,2
Administrations locales	170,1	-46,7	-8,0	66,4	110,8
Sécurité sociale	1 081,0	730,6	629,7	633,4	702,4

Note: *Prévisions au 01.10.2011



Projet de budget 2012

Recettes et Dépenses de l'Administration centrale

	2010 Compte	2011 Prévisions	2012 Prévisions	Variation*	
				en mio.	en %
Dépenses totales.	12 258,1	12 949,7	13 739,5	+789,8	+6,1%
Recettes totales.	11 209,2	12 002,5	12 596,3	+593,7	+4,9%
Besoin de financement. . .	-1 048,9	-947,2	-1 143,2	-196,0	-

Note:- Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros.

- * Variation des prévisions de 2012 par rapport aux prévisions de 2011.

20 12



Projet de budget 2012

Evolution des principales recettes de l'Etat

(selon la loi sur la comptabilité de l'Etat)

	Compte 2010	Prévisions 2011	Projet 2012	Variation en %
Impôt sur le revenu des collectivités	1 459,5	1 650,0	1 550,0	-6%
Impôt sur les traitements et salaires	2 114,5	2 350,0	2 650,0	+13%
Taxe sur la valeur ajoutée (montant net)	2 025,7	2 259,3	2 400,7	+6%
Taxe d'abonnement sur les titres de société	595,2	634,4	630,0	-1%

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros



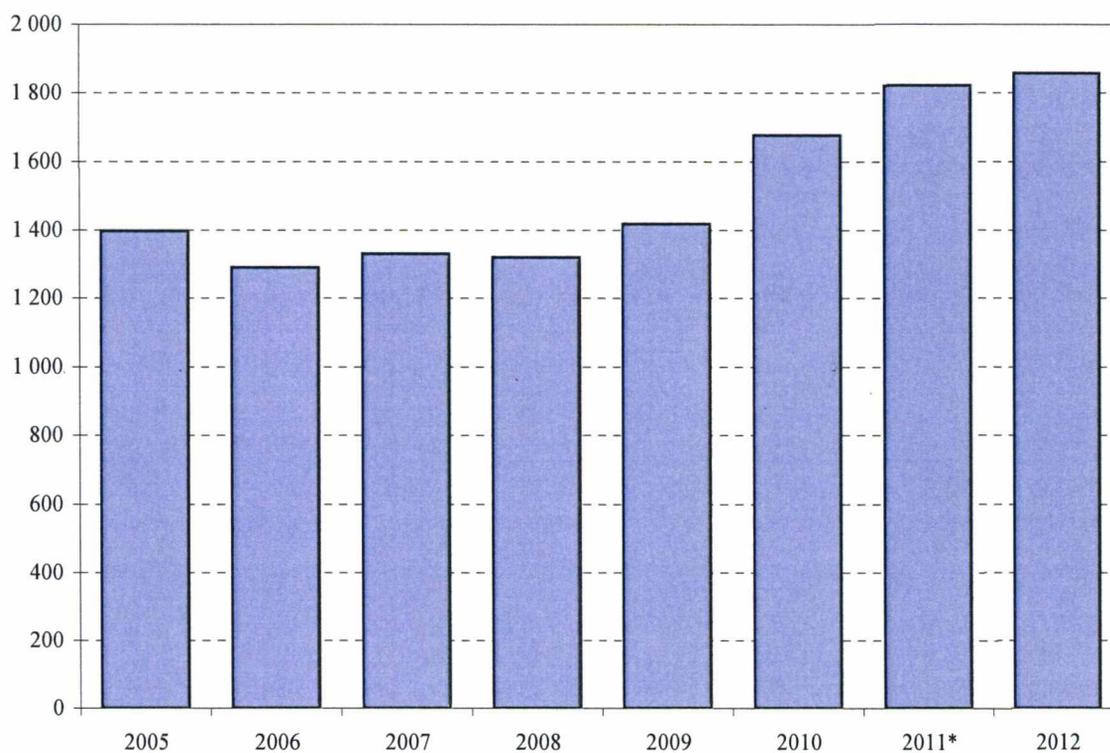
Projet de budget 2012

Dépenses d'investissement de l'administration centrale (directs et indirects)

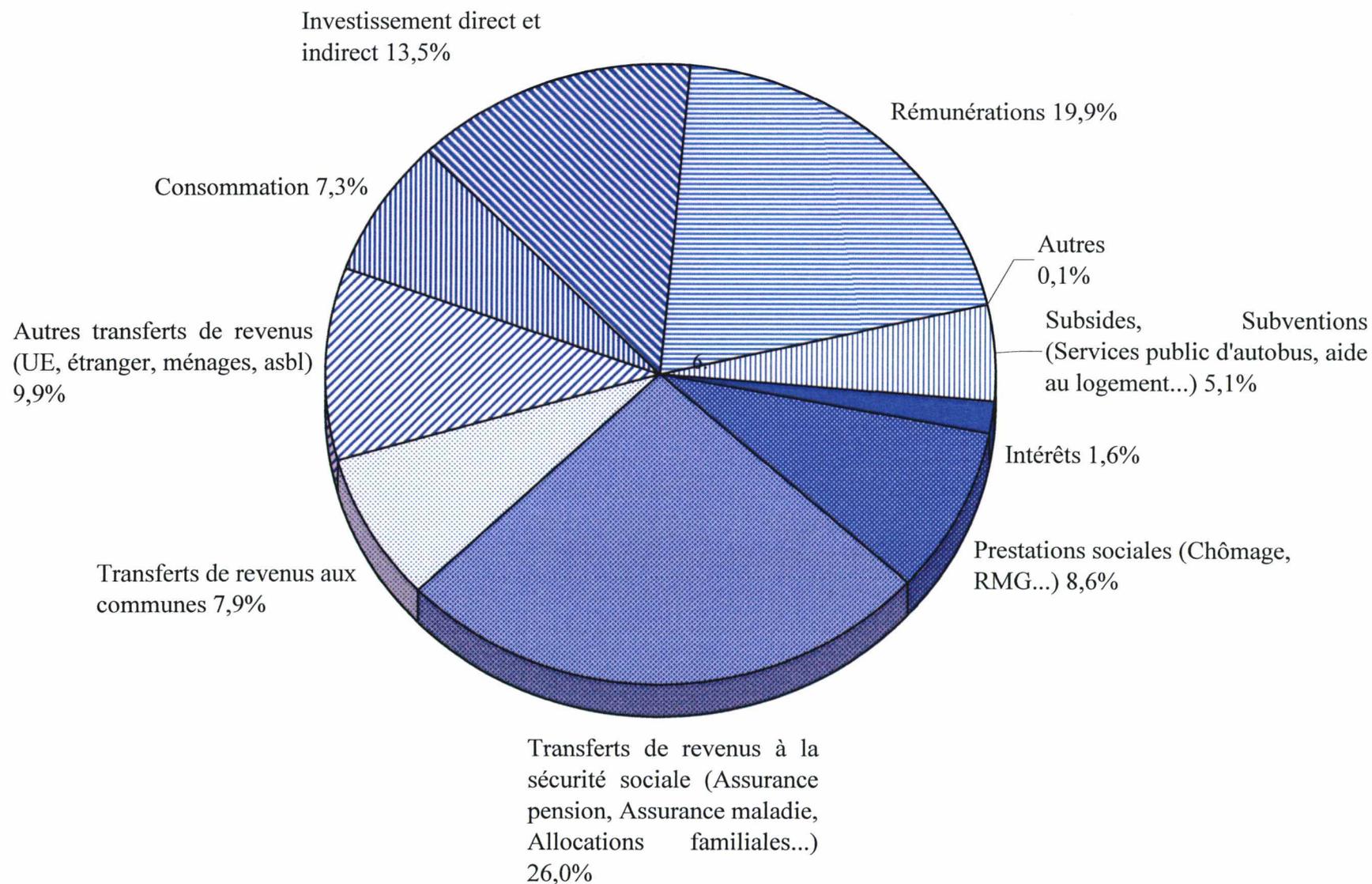
(en millions d'euros)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011*	2012
Dépenses d'investissement	1 398	1 290	1 331	1 320	1 418	1 676	1 821	1 857

Note: *Prévisions 2011



Répartition des dépenses de l'administration centrale suivant leur nature économique (2012)



20 12



Projet de budget 2012 (selon la loi sur la comptabilité de l'Etat)

	2010 Compte	2011 Budget	2012 Projet	Variations	
				en millions	en %
Budget courant					
Recettes	9 354,8	9 547,2	10 632,5	+1 085,3	+11,4%
Dépenses	8 993,3	9 377,4	10 175,1	+797,7	+8,5%
Excédents	+361,5	+169,9	+457,4	-	-
Budget en capital					
Recettes	69,2	78,9	59,8	-19,1	-24,2%
Dépenses	1 117,4	932,9	913,1	-19,8	-2,1%
Excédents	-1 048,2	-853,9	-853,2	-	-
Budget total					
Recettes	9 424,0	9 626,2	10 692,4	+1 066,2	+11,1%
Dépenses	10 110,7	10 310,2	11 088,2	+777,9	+7,5%
Excédents	-686,7	-684,1	-395,8	-	-

Note: - Les chiffres sont exprimés en millions d'euros.

- Les chiffres du compte de l'exercice 2010 ne tiennent pas compte du produit des emprunts de 2,0 milliards.

2012



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Finances

Projet de budget 2012

Evolution des recettes et dépenses de l'administration centrale par grandes catégories

Annexe 2

	2009	2010	2011	2012	variation 2011- 2012
A) Dépenses					
1) Consommation intermédiaire (loyers, frais de bureau, frais d'experts, frais de route etc.)	882,3	900,6	934,7	1 002,2	+7,2%
2) Formation de capital (investissements directs)	749,5	1 002,9	1 075,3	1 048,9	-2,5%
3) Rémunération des salariés	2 247,7	2 441,7	2 563,0	2 736,3	+6,8%
4) Autres impôts sur la production	0,4	0,4	0,4	0,0	-
5) Subventions à payer (aides au logement, services publics bus et trains etc.)	566,1	602,8	664,1	698,5	+5,2%
6) Revenus de la propriété (intérêts débiteurs)	131,7	160,9	214,8	225,8	+5,1%
7) Prestations sociales en espèce (FNS, RMG)	1 010,2	1 051,8	1 106,7	1 132,5	+2,3%
8) Prestations sociales en nature	52,0	52,8	53,3	52,3	-2,0%
9) Autres transferts courants (assurances-pensions, assurances-maladie, assurance-dépendance etc.)	5 145,5	5 365,2	5 582,7	6 025,2	+7,9%
10) Transferts en capital à payer (investissements indirects)	667,1	673,5	745,2	808,5	+8,5%
11) Acquisitions / cessions d'actifs non financiers (achats, ventes de terrains)	2,3	5,6	9,5	9,3	-1,6%
Total.....	11 454,8	12 258,1	12 949,7	13 739,5	+6,1%
B) Recettes					
12) Production marchande	132,4	126,3	122,5	117,8	-3,8%
13) Production non-marchande	209,1	192,9	204,5	211,3	+3,3%
14) Impôts sur la production	4 427,3	4 676,5	5 022,3	5 477,0	+9,1%
15) Revenus de la propriété	257,7	333,0	364,0	254,8	-30,0%
16) Impôts courants sur le revenu, le patrimoine	4 679,5	5 132,9	5 522,2	5 735,3	+3,9%
17) Cotisations sociales	420,8	447,7	474,0	502,2	+5,9%
18) Autres transferts courants	222,3	222,8	209,3	232,2	+10,9%
19) Transferts en capital	84,6	77,1	83,7	65,6	-21,6%
Total.....	10 433,7	11 209,2	12 002,5	12 596,3	+4,9%
C) Besoin de financement.....	-1 021,0	-1 048,9	-947,2	-1 143,2	-

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros